



TAUPE ROUGE

N° 11

ORLEANS-PARIS SUD-OUEST - 1er ARR.

Supplément à ROUGE n° 127
Hebdomadaire de la

LIGUE COMMUNISTE



« Nous reconnaissons notre vieille amie, notre vieille taupe, qui sait si bien travailler sous la terre pour apparaître brusquement : LA REVOLUTION " Karl MARX ».

LE PIEGE DE SEPTEMBRE

la "clause de sauvegarde"

LES OBJECTIFS DE LA BOURGEOISIE :

Les deux impératifs qui sont à l'origine des contrats restent toujours valables à l'heure actuelle.

- D'une part, il y a nécessité pour la bourgeoisie française de prévoir à l'avance dans ses prix de revient la part prise par les salaires, étant donnée la petite marge de manoeuvre qu'elle possède la moindre revendication " intempestive " de salaire peut remettre en cause le précaire avantage pris depuis 68, sur le marché européen et mondial.

- D'autre part, la signature du contrat engage les signataires pour toute la durée du contrat : pas de revendications en dehors des périodes prévues, même si les conditions du moment de la signature sont bouleversées ! Ainsi "le respect de sa signature" n'arrange que la bourgeoisie qui elle ne la respecte pas !

A ce jeu, et bien qu'il n'y ait dans le contrat 71 aucune clause restrictive sur le droit de grève c'est le gouvernement qui est le grand vainqueur.

Et les revendications des travailleurs ?

La grève de juin par sa lutte exemplaire, par l'enthousiasme et la combativité des cheminots est la plus flagrante gifle à cet accord que dans les faits les cheminots n'ont jamais reconnu. La lutte qui prit dès le début des formes très dures s'épuisa rapidement faute d'objectifs clairs. Les organisations syndicales les plus représentatives étaient parfaitement conscientes du degré de combativité des cheminots et de leur mécon-

tentement. Seulement elles ont préféré étouffer la lutte et la laisser pourrir plutôt que de l'encadrer et de lui donner des objectifs précis.

Voulant paraître comme des organisations conscientes et représentatives et comme des interlocuteurs valables, les organisations ont signé l'accord de Janvier 71. Il est parfaitement évident que c'est pour les mêmes motifs qu'elles ont saboté la lutte de Juin sous le prétexte qu'un signataire doit respecter sa signature (même si les travailleurs en font les frais ?) !

La prime de vacances qui représentait pour nous tous une véritable augmentation de salaire non hiérarchisée, était destinée à nous tromper : les accords avaient planifié les augmentations de salaire pour 71, une prime de vacances n'entrant pas dans le budget 71 serait nécessairement discutée aux budgets futurs (elle sera envisagée au budget 72) et les directions syndicales étaient parfaitement conscientes de ce problème !

LA TACTIQUE DE LA BOURGEOISIE

La fermeté de la bourgeoisie face aux luttes ouvrières de l'année 71 s'est faite aussi sentir chez nous. Après avoir imposé ses contrats aux divers grands secteurs (EGF, Berliet, Renault, SNCF) du capitalisme français, il fallait qu'à tout prix que ceux-ci soient respectés ; aussi a-t-on vu la bourgeoisie secteur après secteur tenir coûte que coûte face aux travailleurs car un seul contrat bafoué, c'est toute la politique de contrat qui échoue. La direction de la CGT peu décidée à l'épreuve de force avec la bourgeoisie, préféra baisser les bras et sacrifier les travailleurs.

LA CLAUSE DE SAUVEGARDE

Prévue pour entrer en vigueur lorsque le coût de la vie dépasserait 4 %, cette clause de 2 % au déclenchement automatique a donné lieu, le mois dernier, à plusieurs discussions entre les organisations syndicales et la direction de la SNCF. Se basant sur les indices gouvernementaux, la direction considérait l'augmentation du coût de la vie comme insuffisante pour que la clause entre en jeu. Les organisations syndicales sentant le mécontentement des cheminots et leur rancune depuis Juin insistèrent et obtinrent les miettes que l'on sait : 1,25 % au 1er septembre et 1,75 % au 1er Novembre. Les 5 organisations jaunes respirèrent devant la "compréhension" de la direction et de l'Etat, leur position depuis Juin étant plus qu'inconfortable :

La position des directions CGT et CFDT est plus nuancée. Leur refus de signer en Septembre s'appuie sur l'hypothèse de la non-observation par le gouvernement de son propre accord et désirant de cette façon passer pour plus "honnêtes" que le gouvernement.

QUELLES LECONS EN TIRER ?

Le gouvernement étant honnête envers lui-même, ses prévisions en matière d'augmentation de salaire cadrant avec ses prévisions d'augmentation du coût de la vie, c'est du côté des organisations syndicales que la solution doit être recherchée.

Il est vraisemblable que le gouvernement présentera, l'année prochaine, aux organisations syndicales un accord en gros semblable à celui de Janvier 71. Quelle sera la position des directions syndicales C.G.T., C.F.D.T. ?

- Soit, prises à leur propre piège elles continuent à se faire passer pour des "interlocutrices" valables et, se basant sur "l'aménagement" des accords elles signent, ce qui aura les conséquences que l'on sait pour nous tous;
- Soit elles ne signent pas, tenant compte par là de la situation des salaires des cheminots mais s'exposent, du même coup, aux campagnes menées contre elles par le gouvernement: Il faudra alors mobiliser effectivement les travailleurs.

Pour que les directions syndicales tiennent compte des revendications véritables des cheminots chacun d'entre nous doit faire connaître son mécontentement aux syndicats de base pour que les luttes ne soient plus bradées comme en juin et que les salaires des cheminots soient plus en accord avec le coût de la vie.

- Pour des organisations syndicales de luttes de classe
- Contre toutes les manoeuvres de la bourgeoisie
- Les cheminots connaissent, et eux seuls, les augmentations du coût de la vie.
- Non aux contrats
- Seule la lutte paiera

la rentabilisation à orleans

Quelques semaines après le grave accident au bras survenu à un agent du chantier triage et quelles que soient les conséquences de l'enquête, on peut noter que le nombre d'accidents survenus dans les chantiers et particulièrement sur les triages va croissant. La diminution du personnel et les conditions de travail de plus en plus dangereuse mettent chaque jour les cheminots en danger de mort. Nous devons sur chaque chantier imposer un nombre d'agent minimum pour l'exécution du travail. A toute augmentation du trafic doit correspondre une augmentation du personnel et l'application de 42 heures ne doit pas permettre à la direction de faire effectuer le même travail dans un temps plus court.

Au bureau trafic où l'on compte actuellement une vingtaine d'agents, la direction vient d'annoncer les prévisions pour les prochaines années : en 1973 IL RESTERA ENTRE 4 ET 6 AGENTS AU BUREAU, 8 AGENTS SUR CINQUANTE ENVIRON A PARIS-TOLBIAC !!! Un petit nombre d'entre eux s'en ira en retraite d'ici là et ne seront évidemment pas remplacés, quant au reste, que leur reste-il à espérer ? Au mieux un "reclassement" dans d'autres services, au pire des départs dur d'autres gares, perspectives peu réjouissantes pour ceux que tout retient à Orléans (famille, maison, etc). La direction, une fois de plus, avec un mépris souverain applique la politique de la bourgeoisie sur notre entreprise.

En ce qui nous concerne, nous devons exiger le reclassement immédiat de tous les agents concernés (la direction ne cite évidemment pas ceux qui resteront !) sans perte de qualification ni d'avantages à Orléans.

Agissons sans tarder, l'échéance est proche !

la crise du dollar

1) Les phénomènes monétaires (comme la crise du dollar aujourd'hui ne sont que le reflet de mécanismes économiques profonds.

2) Ainsi, par exemple, la hiérarchie entre les monnaies des différents pays, le fait qu'un certain moment ce soit le dollar et non pas telle autre monnaie que l'on cherche à tout prix à se procurer, que les banques mettent en réserves (cf. monnaie de réserve) dans leurs coffres, signifie que cette monnaie - le \$ en l'occurrence - permet d'acheter non seulement plus de produits qu'une autre, mais encore des produits que ce pays est seul à fabriquer (ex. des ordinateurs). Ce qui montre que l'appareil de production du pays en question est plus puissant que celui des autres pays, que l'économie de ce pays est dominante.

3) Aujourd'hui les économies japonaises et allemandes sont arrivées à un niveau de développement considérable, qui rivalise très fortement l'économie US, qui menace la domination de l'économie US. Ce qui entraîne les capitalistes à une remise en cause de la hiérarchie des monnaies entre elles.

- D'une part, les jeux ne sont pas encore faits définitivement, et en attendant qu'une nouvelle hiérarchie soit définie, les banques des différents pays ainsi que les capitalistes, troquent leurs dollars contre l'équivalent de toutes les monnaies, l'OR.

- D'autre part, le fait d'être économie dominante, de voir sa monnaie mise en réserve par tous les pays, entraîne certains privilèges qui sont remis en cause dès que cette hégémonie n'est plus effective. De ceci découle la crise actuelle du dollar.

4) En effet, en bonne logique capitaliste, les dollars accumulés dans les réserves des banques des différents pays du monde, ne doivent pas y moisir mais rapporter au maximum : aussi ces banques les prêtent-elles au premier utilisateur de dollar, à savoir au système monétaire US ...qui à son tour ne laisse pas s'endormir ces dollars, mais les remet dans le circuit économique ; et, par exemple, ils servent à financer, à "acheter" des usines,... etc, dans les pays prêteurs de ces dollars ! Ce qui constitue pour les USA des investissements à bon compte ! ET POUR CAUSE, ILS SONT GRATUITS !!! Et ce mécanisme se poursuit tant qu'on a confiance dans l'hégémonie économique US : un flux ininterrompu de prêts à court terme en dollar finance des investissements à long terme. Le "Hic" apparaît lorsque ce flux cesse.

Cet exemple montre que tant qu'est acceptée l'hégémonie US, le dollar est de fait indépendant de sa contre partie en or, et que pour multiplier les activités économiques, on multiplie les dollars de papier.

Mais aujourd'hui les capitalistes du monde entier échangent leurs dollars contre de l'or : et c'est l'hémorragie d'or américain, que NIXON stoppera par les mesure d'août 1971

5) Cette perte de confiance dans le dollar a révélé la situation économique mondiale : la compétitivité industrielle US est rattrapée par les économies japonaise et allemande : une guerre commerciale pour la conquête des marchés va s'ouvrir. La concurrence entre les capitalistes des différents pays se trouvera exacerbée.

LES TRAVAILLEURS REFUSERONT DE PAYER LE NOTE !

6) A commencer par les travailleurs américains : pour être compétitifs il faut réduire les prix de revient : en premier lieu les coûts salariaux.

Aussi NIXON a-t-il annoncé que les salaires seraient bloqués, et que même les augmentations prévues par les contrats seraient ajournées ! Tandis que les industriels se voyaient gratifiés d'exonérations d'impôts.

7) La taxe de 10 % sur les importations aux U.S.A. va obliger japonais et allemands à se tourner vers d'autres pays où aucune taxe de type ne vient gréver leurs prix : en Europe en particulier.

8) Les entreprises françaises sont, dans leur grande majorité, incapables de rivaliser avec leurs concurrentes allemandes par exemple, qui, vu leurs prix plus bas, conquerront le marché français. Les capitalistes français réagiront en compressant leurs prix de revient par le biais de la rationalisation (rentabilisation) de l'appareil de production :

- Les entreprises peu compétitives perdant leurs débouchés fermeront leurs portes d'où des LICENCIEMENTS.
- Les autres, plus résistantes, garderont le minimum de travailleurs (pour un maximum de machines), qui devront "rendre" le plus possible : d'où des LICENCIEMENTS, des CADENCES ACCELERÉES, une journée de travail qui ne se réduira pas, etc... AGGRAVATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL.

9) Quelles que soient les échéances, ces mesures pèsent sur les travailleurs, qui doivent mettre en avant leurs REVENDEICATIONS (salaire, conditions de travail) pour défendre et améliorer leur situation : ils ne sont pas responsables de la crise du dollar, ils ne doivent pas en subir ses répercussions.

10) "Passons ce cap difficile" dit POMPIDOU débonnaire : "Travailleurs, suiez un peu plus au boulot pour sauver quelques temps encore nos profits", traduisons-nous en clair.

Pour nous cette crise n'est pas provoquée par "une politique entièrement soumise aux puissants intérêts privés" (déclaration de la CGT - 18 Août 1971) mais par le SYSTEME économique capitaliste dont le but est le profit. Car parler de "politique" laisse supposer qu'un changement de personnel gouvernemental changera quelque chose (un gouvernement d'Union de la Gauche ???) alors que c'est un système qu'il faut mettre à bas.

DERNIERE MINUTE

- DERNIERE MINUTE

- DERNIERE MINUTE ratp

ratp

La grève du Métro s'est terminée comme celles de RENAULT et de la S.N.C.F. sans rien rapporter de positif aux travailleurs. Après une grève de 10 jours pour rien, dans l'isolement le plus complet, le moral des travailleurs et leur combativité vont être sérieusement atteints. C'est une victoire de plus pour le pouvoir, qui affirme sa fermeté et sa volonté de faire respecter SES accords. Dans cette nouvelle preuve de force les directions syndicales n'ont pas voulu aller jusqu'au bout : une seule preuve : la solidarité des travailleurs n'a pas été mise en branle ; pas d'explication aux usagers, pas de soutien organisé, face à la campagne d'intoxication de la presse bourgeoise et de la radio ... SEULE la Ligue Communiste a manifesté en faveur des conducteurs du Métro contre l'intoxication du pouvoir (rassemblement de la gare St Lazare, ... etc) ; de même à Orléans nous avons diffusé un tract de soutien à la descente des trains en provenance de Paris. Mais la solidarité devait et pouvait aller jusqu'à des débrayages dans d'autres branches d'activité : car vu l'ampleur nationale de ce conflit, TOUS les travailleurs ont compris, qu'un échec au Métro était un échec pour toute la classe ouvrière.

NOUS EN REPARLERONS DANS LA PROCHAINE "TAUPE ROUGE"

Le procès de "Rouge" : pour que "ROUGE"

HEBDOMADAIRE DE LA LIGUE COMMUNISTE

vive !

Le ministre de l'intérieur et le gouvernement se sont lancés dans une vague de répression qui touche aujourd'hui tous ceux qui osent contester le pouvoir. Après les attaques répétées contre les militants révolutionnaires, Monsieur Marcellin s'en prend à la presse révolutionnaire, comme en témoignent l'affaire Jaubert, les procès de l'Idiot International, la Cause du Peuple, et aujourd'hui "ROUGE", hebdomadaire de la Ligue Communiste.

Le 6 Juillet notre journal "Rouge" est passé en procès pour "injures et diffamations envers la police" à propos d'articles datant de plus de huit mois et relatant des faits qui ont été repris par toute la presse. Le procès remis au 28 septembre est à nouveau reporté au 18 octobre.

QUE CHERCHE MARCELLIN ? Ce qu'il vise en attaquant le journal c'est l'organisation qui le fait : empêcher les militants de se servir du journal pour s'implanter, pour informer les travailleurs, pour stimuler les plus conscients parmi eux dans la voie de l'insolence contre le Capital.

Si faible que nous soyons encore, nous sommes un danger potentiel pour le pouvoir du seul fait que nous existons dans une période où nous avons que trop d'occasions de dénoncer les multiples méfaits de ce pouvoir contre les travailleurs. Le but du procès de "rouge" n'est pas de nous interdire brutalement, mais, par un biais plus subtil, de nous faire disparaître à petit feu. Marcellin, en bon flic, a saisi l'importance des problèmes financiers : il frappera à la caisse par de lourdes amendes.

SANS ARGENT, PAS DE JOURNAL !

SANS JOURNAL, PAS D'APPARITION CENTRALE !

Sans aucune honte nous avouons que c'est notre point faible : n'en déplaise à l'"Humanité", nous ne vivons d'aucune subvention, ni mécène, ni CIA ; nos finances ne sont alimentées que par les cotisations des militants.

Depuis 2 mois une bataille financière est engagée pour la défense de "Rouge". Cette bataille est aussi une bataille politique de grande envergure qui vise à mettre un coup d'arrêt aux initiatives de Marcellin contre la liberté de la presse. Les révolutionnaires ne sont pas seuls concernés par cette lutte ; l'ensemble des travailleurs doit prendre conscience de son enjeu.

TRAVAILLEURS, LECTEURS, SYMPATHISANTS SOUTENEZ FINANCIEREMENT "ROUGE" ; CETTE BATAILLE POLITIQUE VOUS CONCERNE, IL NE DEPEND QUE DE VOUS QU'ELLE PUISSE ETRE GAGNEE !

C.C.P. : 25 043 88 PARIS - Mention "Rouge-procès"

chaque semaine, lisez "ROUGE" ...